

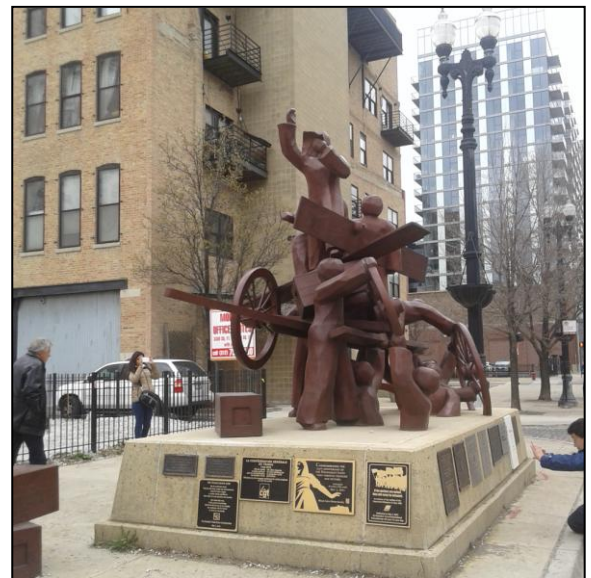
Conférence de Labor Notes - Chicago, du 31 mars au 4 avril

Une délégation composée de membres de la commission internationale a participé à la conférence 2016 du Réseau Labor Notes¹ à Chicago (Sud Education, Sud PTT, SUD-Rail, Solidaires Industrie, Solidaires Etudiant-e-s, Secrétariat national). Le réseau Labor Notes a été fondé en 1979. Son objectif est de fédérer les forces syndicales de *social movement*, c'est-à-dire de contestation sociale (par opposition au très majoritaire *business unionism*, syndicalisme gestionnaire), dans un pays dans lequel le syndicalisme a été en grande partie laminé, et même « domestiqué² ». Tous les deux ans, ils et elles invitent des représentants de divers pays. Cela rassemble près de 2 000 militant-es : une opportunité de faire connaître le Réseau syndical international de solidarité et de luttes et le travail que nous menons dans certains secteurs professionnels, ainsi que de prendre des contacts aux Etats-Unis. Par ailleurs, le réseau syndical américain de cheminot-es (RWU), membre du Réseau Rail Sans Frontière, avait invité SUD-Rail à la convention³ qu'il organise juste avant la conférence Labor Notes.

Sur le syndicalisme aux Etats-Unis

Le 1^{er} mai, en tant que journée internationale des travailleuses et travailleurs remonte à 1886, avec la manifestation de Haymarket, durant laquelle la police avait tiré sur les manifestants, faisant des dizaines de morts, événement toujours mal assumé par l'histoire officielle des Etats-Unis. Si le pays est l'un des berceaux du syndicalisme, le patronat a très vite agit pour juguler son développement. En 1947, le *Taft-Hartley Act* instaurait une série de réglementations visant à limiter le plus possible le droit syndical, en le noyant sous une série de procédures juridiques et de contraintes légales ; principal objectif : limiter le droit de grève et d'auto-organisation des travailleurs et travailleuses. Cette loi transformait *de facto* les appareils syndicaux en bureaucraties lentes et pesantes. La « chasse aux rouges » des années du maccarthysme, puis les années Reagan, neutraliseront encore davantage le syndicalisme américain au moyen d'une répression violente et systématique des grèves. Pour exemple, la grève des aiguilleurs du ciel de l'organisation des contrôleurs aériens professionnels (PATCO) contre l'agence fédérale de l'aviation (FAA) en 1981 aboutira quasiment à un démantèlement du syndicat, sur les bases d'une loi de 1955 qui interdisait la grève aux syndicats des services fédéraux.

Dans les années 90, avec l'arrivée d'une nouvelle génération plus combative à la direction de l'AFL-CIO, le syndicalisme américain commence à se réorganiser. Parmi les causes de ce réveil, on peut noter l'émergence de nouvelles formes de luttes, trans-professionnelles et s'appuyant en grande partie sur les communautés oubliées du syndicalisme américain, essentiellement latinos issus de l'immigration ou noires. Ces alliances des travailleurs et travailleuses les plus précaires autour de mobilisations désormais emblématiques, sont au cœur du renouveau du syndicalisme dans le pays, comme en témoigne la mobilisation et la grève du 1^{er} avril des enseignant-es de Chicago.



Statue commémorant la manifestation du 1er mai 1886 à Haymarket. Elle date de 2007 seulement, a été financée par les syndicats et non la municipalité ; pendant des années, il y avait la statue d'un policier sur cette place...

¹ www.labornotes.org

² Rick Fantasia et Kim Voss, *Des syndicats domestiqués, Répression patronale et résistance syndicale aux Etats-Unis*, Raisons d'agir.

³ www.railroadworkersunited.org/2016-rwu-convention



C'est en augmentant les salaires et en finançant l'éducation publique que la situation pourra changer, voilà le message du Chicago Teachers Union pour le 1^{er} avril !

Cette mobilisation dénonce les coupes budgétaires dans le secteur, dont les premières victimes sont les élèves les plus pauvres issus des communautés noires et hispaniques. Les membres de ces communautés subissent en premier lieu les violences policières, contre lesquelles s'est construit le mouvement Black lives matter⁴, dont les représentant-es appuyaient le mouvement des enseignant-es. La grève du 1^{er} avril était une mobilisation extraordinaire du point de vue du syndicalisme américain, du fait de la convergence des luttes. Le CTU a su lier la défense d'un service public d'éducation bien financé, au combat contre le racisme institutionnel et pour l'augmentation du salaire minimum. La campagne critiquait le peu d'impôts que paient les riches et les entreprises, remettait en cause les 386 millions de dollars que l'Illinois dépense chaque année en aide sociale pour permettre aux travailleurs et travailleuses pauvres des *fast-foods* de vivre - leur salaire de misère n'étant pas suffisant -, dénonçait le pipeline qui va de l'école vers la prison.

Convergence des luttes autour de la grève des enseignant-es

Cet article a été initialement publié sous le titre « Extraordinaire convergence des luttes à Chicago : la grève des enseignants du 1er avril⁵ », sur le site « Terrains de luttes ».

« CTU ! CTU ! » Les quelques 2 000 syndicalistes venus assister à la conférence de Labor Notes⁶ scandaient avec une énergie incroyable ces trois lettres lors de la session plénière, le soir du 1^{er} avril. Ces acclamations étaient destinées au *Chicago Teachers Union*, le syndicat des enseignant-es de Chicago. Trois lettres magiques qui font penser à l'aura du sigle « CIO » (*Congress of Industrial Organizations*) dans les années trente aux Etats-Unis, ou à la CGT française après mai/juin 1936.



⁴ « Les vies des noirs comptent ».

⁵ www.terrainsdeluttes.ouvaton.org/?p=5726 – Pavel Desmet et Clément Petitjean.

⁶ Pour plus d'information se reporter au [dossier de Terrains de luttes sur Labor Notes](#).

Le 1^{er} avril aura été une de ces journées telles que le mouvement ouvrier étasunien en a rarement vu. Face aux attaques agressives et sans précédent contre les services publics de Rahm Emanuel et Bruce Rauner, respectivement maire de Chicago et gouverneur de l'Illinois, le CTU a organisé une journée d'ampleur faisant, ce qui est rare aux Etats-Unis, converger plusieurs secteurs en lutte et plusieurs causes dans un même combat.

Si le CTU fait d'abord grève pour améliorer les conditions de travail des enseignant-es, il a réussi, depuis quelques années, à montrer et convaincre que sa lutte est une lutte pour les services publics, pour une redistribution des richesses qui concerne d'abord et avant tout les quartiers noirs et latinos. Le syndicat a même pris position sur la nécessité d'augmenter les impôts des riches et des entreprises, qui, dans l'Illinois, paient un impôt sur les sociétés à taux unique (5,25% en 2015).

Toute la matinée, des piquets de grève et des manifestations autour des établissements étaient organisés par le CTU et ses soutiens. Leurs cibles étaient clairement identifiées : « Rahm » et Rauner.



#FightForFunding #FightFor15

Dès 6h du matin le 1^{er} avril, les piquets de grève prennent place autour des quelques 600 écoles publiques de Chicago. Au lycée Theodore Roosevelt dans le Nord-est, plusieurs interventions se succèdent devant les nombreuses caméras présentes, mettant en scène l'unité des organisations coalisées avec le CTU pour l'appel à cette journée de mobilisation. Derrière les intervenants, trois grands chiffres en carton peints en vert : « 3 » « 6 » « 8 ». Ils représentent les 368 millions de dollars que représente l'aide sociale versées par l'Etat de l'Illinois aux travailleurs pauvres des *fast-foods*, dont bénéficient les entreprises comme McDonald's qui paient à leurs employés un salaire de misère. Au côté des salariés des *fast-foods* luttant pour le passage à 15\$ du salaire minimum, le syndicat des enseignants revendique que l'argent de l'aide sociale serve à financer les écoles publiques : « #FightFor15 #FightForFunding ». Après avoir tourné autour du lycée, les manifestant-es se dirigeront ensuite vers un McDonald's proche pour y soutenir les salarié-es en grève.

« We Shut Chi Down ! »

De l'autre côté de la ville, dans le South Side noir, dès l'aube, des militant-es, des parents d'élèves et des *community organizations*⁷ telles que Southsiders Together Organized for Power (STOP), Kenwood Oakland Community Organization (KOCO) ou Action Now sont venus soutenir les dizaines de profs qui tenaient les piquets devant les établissements scolaires, fermés en catastrophe par l'autorité scolaire Chicago Public Schools (CPS). **La grève du 1^{er} avril s'inscrit dans une histoire de luttes à l'échelle locale menée de front par le syndicat et certaines *community organizations*.** Action Now et KOCO avaient joué un rôle essentiel de construction du soutien à la grève de septembre 2012 auprès des parents d'élève. Et KOCO a été la principale organisation à organiser la grève de la faim de 34 jours qui a eu lieu à la rentrée 2015 pour lutter contre la fermeture de Dyett High School, dernier lycée public de Bronzeville, l'un des quartiers du South Side.

⁷ Les *community organizations* sont des organisations de quartier diverses, souvent investies dans la mobilisation de populations précaires.

Des rassemblements ont également eu lieu à la Chicago State University (CSU) pour lutter contre sa fermeture imminente. Université publique dont l'écrasante majorité des étudiant-es et des personnels sont noirs et d'origine populaire, CSU est proche de la fermeture parce que le robinet du budget de l'Illinois est coupé depuis près de neuf mois. La raison ? Rauner refuse d'approuver le budget voté par la législature à majorité démocrate tant que cette dernière n'acceptera pas de se plier à la volonté du gouverneur : effectuer des coupes drastiques dans les finances publiques et détruire, purement et simplement, le droit du travail et les organisations syndicales.

Dans l'après-midi, après avoir envisagé d'occuper les locaux de CPS, situés en plein cœur de la ville, un groupe d'une vingtaine de personnes de KOCO forme un cercle devant les portes-tambour du majestueux bâtiment et organise un *mic check*⁸ patiemment préparé en amont. Plusieurs militant-es se succèdent au mégaphone, scandant un texte préparé à l'avance que reprend le cercle, à pleins poumons. Après une vingtaine de minutes, le groupe s'avance sur la chaussée de Madison avenue et marche, les coudes serrés, en chantant des slogans. Une escouade de policiers en vélo arrive en quelques minutes pour bloquer la route aux manifestants et les enjoindre de retourner sur le trottoir. Le groupe finit par regagner le trottoir et se met en route vers le lieu du rassemblement, le Thompson Center.



« Hey-hey, ho-ho, mayor Rahm's got to go ! »

La place est déjà pleine de monde : des jeunes, des vieux, des étudiants, des enseignants, des Noirs, des Latinos, des Blancs, des Asiatiques. Beaucoup de pancartes de soutien à la CTU. A la tribune, les intervenant-es choisis en amont par le CTU se succèdent, témoignant d'une possibilité réelle de convergence des luttes entre la lutte des enseignant-es, Fight for 15, Black Lives Matter et la lutte contre les expulsions de sans-papiers latino.

Lakisha Collins de SEIU HCII, insiste sur les continuités entre la lutte des enseignant-es et celle des aides à domicile et des infirmières. Contre les déclarations belliqueuses de Bruce Rauner, elle affirme son soutien aux enseignant-es : « I love the teachers ». La défense des services publics et des syndicats est réaffirmée par Adriana Alvarez, une employée de McDonald's en grève. « Fight for 15 is a fight for funding for our state ». Alvarez annonce publiquement la grève du 14, qui sera une journée d'action nationale. Elle lance un appel à la solidarité : « Je suis en grève aujourd'hui, et je suis solidaire du CTU. Est-ce que vous me soutiendrez le 14 avril ? » D'autres intervenant-es se succèdent, Mateo Uribe de Little Village, un syndicaliste d'ATU 308 (le syndicat des transports) qui réaffirment leur soutien à la CTU.



Une sans-papiers membre d'OCAD (Organized Communities Against Deportation) prend la parole et insiste sur la nécessité de soutenir les sans-papiers latinos et de lutter contre ICE et les déportations. Irene Robinson, l'une des douze personnes à avoir mené la grève de la faim de 34 jours pour la réouverture de Dyett High School, prend la suite. Elle rappelle l'histoire de la grève de la faim, le fait que c'est la première fois dans l'histoire américaine qu'un lycée qui avait été fermé va être ré-ouvert. Comme les autres avant elle, elle affirme son soutien aux enseignant-es en grève et au syndicat.

Puis c'est au tour de Charles Preston, de BYP 100¹⁰. Preston est l'un des principaux *organizers* autour de la fermeture de CSU. Orateur remarquable, il fustige le manque de budget pour l'Etat et la fermeture de CSU tout en faisant le lien avec la lutte antiraciste, propulsée sur le devant de la scène nationale par le

⁸ Le « Mic Check » est une pratique militante popularisée par *Occupy Wall Street* à l'automne 2011 pour indiquer que quelqu'un veut prendre la parole hors des cadres admis de la tribune. Voir à ce sujet l'article « [Un jeudi soir en février au Chicago Police Department](#) »

⁹ Journée internationale d'action des travailleurs des *fast-foods*.

¹⁰ Fondé en 2013 en prolongement d'un projet de recherche lancé à l'université de Chicago par la politiste Cathy Cohen, BYP 100 est une organisation antiraciste exclusivement composée de militants noirs âgés de 18 à 35 ans. Également implantée à la Nouvelle Orléans, New York, Detroit, la Bay Area et Washington, BYP 100 regroupe environ trois cent militants et a bénéficié d'une subvention de 350 000 dollars de l'Open Society Foundation. Forte d'une soixantaine de militants, la section de Chicago a été propulsée sur le devant de la scène après la diffusion publique, en novembre 2015, de la vidéo du meurtre par Jason Van Dyke du jeune Laquan McDonald, tué par seize balles de pistolet en octobre 2014. Voir à ce sujet l'article « [Un jeudi soir en février au Chicago Police Department](#) ».

mouvement Black Lives Matter depuis la révolte de Ferguson à l'été 2014. Dans un moment particulièrement fort et politiquement significatif, Preston reprend le fameux slogan de Fred Hampton, qu'il fait répéter à la foule, comme Hampton : « *I (I!). Am. (Am!). A revolutionary! (A revolutionary!)* ». Le fond de l'air est rouge à Chicago – rouge comme le t-shirt que portent les milliers de personnes qui affichent leur soutien au CTU.

Karen Lewis, présidente du syndicat, monte à la tribune. Dans un long discours fortement applaudi, Lewis tape fort et bien, avec des formules particulièrement bien trouvées. Exemple : « Rauner [le gouverneur de l'Illinois] prend tout le monde en otage [A cause du blocage du budget]. C'est un terroriste. Mais il ne peut pas nous arrêter. » Lewis fait également le lien explicite avec la lutte pour un salaire décent : « *Ils ne comprennent pas que nous nous battons aussi pour le salaire minimum à 15\$, pour que nos parents puissent vivre de leur salaire.* » Lewis insiste sur la place particulière qu'occupe son syndicat dans la lutte contre l'austérité néolibérale. « *Quelqu'un devait ouvrir la voie, c'est tombé sur le CTU.* »

« Fuck the police »

Malgré le sentiment de convergence des luttes, des tensions latentes surgissent parfois. Ainsi, pendant son discours, Lewis fait des déclarations sur la police qui agacent certains militants antiracistes : « la police n'est pas notre ennemi ». Des sifflets fusent dans la foule.

Mais c'est surtout le discours de Page May, fondatrice du groupe Assata's Daughters, qui met le feu aux poudres. A la fin d'un discours remarqué, elle lance un « Fuck the police ! » tonitruant qui reste en travers de la gorge de nombreux membres du syndicat. En effet, une importante minorité d'enseignant-es sont marié-es à des agents de police du Chicago Police Department. Par ailleurs, aux Etats-Unis, le fait de jurer en public est particulièrement mal vu – qui plus est si c'est pour insulter les forces de l'ordre.

La manifestation part du Thompson Center jusqu'à Grant Park en passant par Wacker drive puis par Michigan avenue. Au total, il y avait sans doute entre 20 et 25 000 personnes (le syndicat compte aujourd'hui près de 22 000 membres). L'ambiance de la manifestation et de l'ensemble de la journée donnait l'impression qu'on était cinq à dix fois plus. Au regard des manifestations de ces dernières semaines en France, c'est peu. Mais au regard de l'histoire sociale américaine de ces dernières années, c'est beaucoup. Les manifestations et les grèves de masse sont un fait rare aux Etats-Unis. Au niveau national, la dernière action syndicale de masse remonte au début de l'année 2011, lorsque plus de 100 000 personnes ont défilé dans les rues de Madison (Wisconsin) pour protester contre les réformes annoncées par le gouverneur républicain Scott Walker qui visaient à détruire les syndicats. Quelques mois plus tard, les manifestations d'Occupy Wall Street, mouvement à la postérité pourtant cruciale, ne dépassèrent jamais les quelques dizaines de milliers de personnes. A Chicago, avant la grève de septembre 2012, la dernière grève du CTU remontait à 1987.

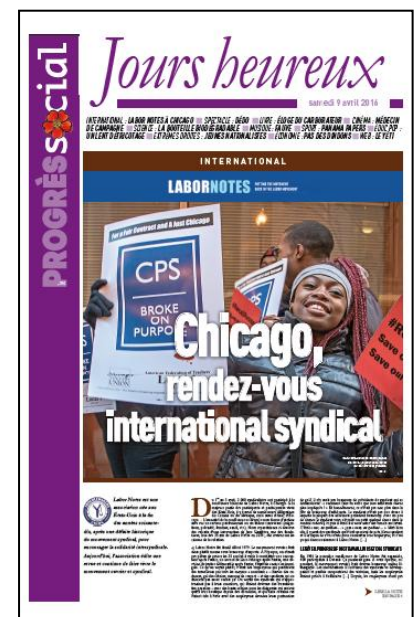
Plus rare encore, la qualité de l'orientation politique donnée à cette journée, et son haut degré politique, bien au-delà de la défense des intérêts immédiats des syndiqués : convergence de plusieurs luttes ; mise en cause du racisme institutionnel ; critique de la politique fiscale de l'Etat favorable aux riches et aux multinationales et du modèle néolibéral. Ce 1^{er} avril 2016, le CTU a creusé les sillons qu'empruntera le syndicalisme combatif américain pour les années à venir.

Chicago, rendez-vous syndical international...

Articles parus dans *Le progrès social* du 9 avril 2016¹¹ (supplément hebdomadaire *Jours heureux*).

Du 1^{er} au 3 avril, 2 000 syndicalistes ont participé à la conférence biennale de *Labor Notes*, à Chicago. Si la majeure partie des participants et participantes vient des Etats-Unis, il y a aussi de nombreuses délégations du Canada ou du Mexique, mais aussi d'Asie, d'Europe... L'essentiel de la conférence se déroule sous forme d'ateliers axés sur un secteur professionnel ou un thème transversal (migrations, précarité, femmes, santé, etc.). **Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'une intervention de Jane Slaughter, une des fondatrices, lors des 35 ans de *Labor Notes* en 2014 ; elle revient sur les raisons de la création.**

Labor Notes fut fondé début 1979. Le mouvement ouvrier était alors plutôt morne sous beaucoup d'aspects. À l'époque, on n'avait pas prévu de passer les 35 années à venir à combattre une concession après l'autre, un accord de libre échange après l'autre, une décision de justice défavorable après l'autre, l'hystérie contre les immigrants. Ce qu'on voyait plutôt, c'était des employeurs qui profitaient des travailleurs par tous les moyens « normaux » – hausse des cadences, gel des salaires, manque de respect – et des syndicats qui ne faisaient pas assez contre ça. On voyait des syndicats qui n'appartenaient pas à leurs membres, qui étaient devenus des bureaucraties pesantes – avec des



¹¹ Chicago, rendez-vous syndical international ; Jours heureux - Nara Cladera

hauts salaires pour les dirigeants qui avaient quitté leur boutique depuis des décennies, et qui dans certains cas étaient très à l'aise avec des employeurs devenus leurs partenaires de golf. Il n'y avait pas beaucoup de présidents de syndicat qui se demandaient : « comment faire en sorte que mes adhérents soient plus impliqués ? » Et honnêtement, ce n'était pas non plus dans la tête de beaucoup d'adhérents. Le syndicat n'était pas une chose à laquelle la plupart des adhérents pensaient beaucoup. Avec un peu de chance le syndicat vous obtenait un petit quelque chose dans le contrat collectif, et puis il était là si vous aviez des ennuis au travail. C'était « eux, au syndicat... » ; pas « nous, au syndicat... ». Mais bien sûr, il y avait des syndiqués qui s'intéressaient de près à leur syndicat et à la façon de s'en servir pour combattre leur employeur, et c'est ça qui donna naissance à Labor Notes. [...]

En 1981 la première conférence de Labor Notes fut organisée, 400 participants à Detroit. Ça paraissait gros. À cette époque, cependant, le mouvement ouvrier était devenu beaucoup moins léthargique. Les mobilisations à l'intérieur des syndicats se développaient et parfois remportaient des victoires, mais les employeurs étaient passés à l'offensive [...] Depuis, les employeurs n'ont pas cessé d'inventer des combines [...] Vous vous rappelez des programmes de coopération entre travailleurs et management ? Dans les années 80, et jusque dans les années 90, nos patrons ont essayé de nous convaincre que nous avions avec eux plus d'intérêts en commun que d'intérêts opposés. L'idée était que les travailleurs livrent aux managers leurs idées pour améliorer le fonctionnement du lieu de travail et que ça rendrait tout le monde tellement heureux, que la productivité augmenterait et que tout le monde en profiterait. C'était accompagné de beaucoup de larmes de crocodile de la part du management : « Oh, excusez-nous de ne jamais vous avoir écoutés dans le passé. Mais maintenant nous avons changé. Faites-nous confiance. » Les dirigeants syndicaux partaient en tournée avec les dirigeants patronaux pour faire des présentations en commun et mettre au défi leur auditoire de deviner qui était qui. De nos jours, la plupart des employeurs ne s'embarrassent plus ainsi. Ils disent simplement qu'ils veulent contrôler encore plus votre vie au travail et réduire encore plus votre salaire parce qu'ils le peuvent.

Un autre effet a été l'exode de plus d'un millions de paysans mexicains et d'1,4 million d'autres travailleurs mexicains dont l'emploi dépendait de l'agriculture – avec pour conséquence que des millions de mexicains et d'autres latino-américains ont été obligés de venir ici pour gagner leur vie, ce qui représente la plus grande vague d'immigration vers les États-Unis depuis le début des années 1900. Ça a pris du temps, mais le mouvement syndical a finalement retrouvé ses esprits et maintenant nous sommes conscients de la chance que nous avons d'accueillir ceux qui sont ici aujourd'hui. Notre mouvement ouvrier est en réalité plus fort grâce à ces nouveaux membres, aux workers centers qu'ils ont créés et à l'énergie particulière qu'ils apportent. Au printemps 2006 ils ont déclenché les plus grandes grèves politiques de l'histoire des États-Unis, quand un million de personnes sont descendues dans la rue contre une horrible loi anti-immigrés [...]

Comment passer des échanges et constats à la création et au renforcement de réseaux permettant d'organiser et développer les luttes sociales, d'agir concrètement pour une profonde transformation sociale ? C'est dans cette perspective que participait à ces rencontres une délégation du Réseau syndical international de solidarité et de luttes¹².



La grève des travailleurs et travailleuses de l'éducation a entraîné la fermeture de toutes les écoles, tous les collèges et lycées de la ville. Les étudiants et professeurs d'une université étaient aussi en grève, contre la menace de fermeture d'ici un mois pour cause de restriction budgétaire. Les salariés des fast foods, comme les « nounous » étaient aussi en grève pour réclamer un salaire minimum de 15 dollars/heure. C'est devant les écoles fermées que des piquets de grève se sont retrouvés dès 6 heures du matin, rassemblant ainsi ces différentes catégories de salariés unis dans la lutte.

¹² www.laboursolidarity.org



Rumina, Ernestina y Maria travaillent chez Mac Donald depuis 14 ans, 14 ans qu'elles n'ont pas pris de vacances, 14 ans qu'elles ont des contrats de 20 heures, parfois 24 heures, 14 ans sans assurance maladie, 14 ans qu'elles font des petits boulots à coté car il est impossible de vivre de leur salaire. 14 ans dans la peur de perdre leur emploi, 14 ans qu'elles n'ont aucun droit. Ou plutôt, qu'elles pensaient n'avoir aucun droit. Car un jour est arrivé Silvia. Elle leur a parlé de droits, de salaire digne, d'avoir une section syndicale... Elles ont eu le courage de faire une première grève il y a 1 an ; une journée, car plus longue, leur employeur aurait eu le droit de les renvoyer. A leur retour au travail, au lendemain de la grève, elles l'ont payé très cher. Pendant un mois leur « manager » leur a attribué les tâches et les horaires les plus pénibles. Ce sont leurs collègues qui les ont soutenues même si la peur les avait empêchées de faire grève. Ce 1^{er} avril de grève à Chicago, elles sont là depuis 6 heures du matin devant l'école...

Echos de la conférence

Beaucoup d'ateliers étaient des « tool box », consistant à échanger sur des méthodes d'organisation et de contournement des contraintes imposées par la législation du travail américaine ; ceci, dans différents secteurs (enseignement, universités, automobile...).

Parmi les thèmes récurrents des débats : la privatisation des secteurs dits publics, au Etats-Unis mais aussi dans le monde ainsi que celle des pensions ou retraites. Solidaires a ainsi été invité à faire une présentation sur la privatisation de l'éducation et les mobilisations pour lutter contre ce processus, avec des syndicalistes du Canada et de Corée du Sud (KCTU).

Au niveau étudiant, il y avait un atelier animé par United Students Against Sweatshops (USAS), visant à développer le travail en commun entre les étudiant-es et les syndicats (soutien réciproque), et un autre atelier spécifique au *Grad Students*, c'est-à-dire aux étudiants titulaires d'un master qui enseignent au niveau *undergraduate* (licence) à l'université. Trois organisations étudiantes étaient présentes :

- USSA (United States Student Association, branche la plus institutionnelle, regroupant les *student bodies* des universités, sorte de conseils d'élus étudiant-es) ;
- USAS (qui milite à l'étranger contre les mauvaises conditions de travail dans les *sweatshops*, en faisant pression sur les universités et leurs fournisseurs (de sweat-shirts frappés aux logos des universités) ; et qui milite aussi pour soutenir les syndicats dans leurs négociations, que ce soit des syndicats de personnels de la fac, ou extérieurs, comme les transports en commun) ;
- SLAP (Student Labor Action Project), organisation issue d'un partenariat entre *Jobs With Justice* et l'USSA, dans une logique de soutien des étudiants aux syndicats aux Etats-Unis).

Pour la première fois un atelier s'est tenu autour des questions d'emploi et de climat, avec le réseau Trade Unions for Energy Democracy ; il a connu une forte audience, signe d'une prise de conscience des enjeux dans un pays où le *business* des énergies fossiles est quasi hégémonique. Tout est dans le titre avec une volonté de réformer profondément les manières de

produire de l'énergie en associant les travailleur-euses du monde entier, sur la transformation de leurs métiers comme sur la création de nouvelles activités. Une dizaine de syndicats britanniques se sont associés pour produire un argumentaire très détaillé sur la possibilité de créer 1 million d'emplois climatiques en Grande-Bretagne autour de l'isolation des logements, de la fabrication et entretien d'éoliennes ou hydroliennes, etc. La campagne, de longue haleine, continue et sera présente au FSM de Montréal.

A noter aussi l'atelier qui a réuni les syndicats de postiers canadiens américains et français autour de la faisabilité de banques postales aux Etats-Unis et au Canada, un modèle qui n'existe pas et qui permettrait de mettre fin au « marché des clients défavorisés » sur lequel les banques font de considérables bénéfices. La décroissance des volumes du courrier pose le problème de la pérennité du service public postal dans ces deux pays. Ces deux administrations fédérales sont assez sensibles politiquement, les solutions néo libérales les plus dangereuses étant abordées sans complexes comme la fin de la distribution 6 jours sur 7, ou la concentration des boîtes aux lettres au bas des immeubles. Les Etats Unis et le Canada ont un autre point commun : la faiblesse de l'accessibilité bancaire pour les populations les plus démunies qui sont obligées de se tourner vers des distributeurs de billets ou des officines d'usuriers (Western Union par exemple) qui encaissent leurs chèques moyennant de fortes commissions (un marché de 14 milliards de dollars/an aux Etats-Unis). SUD PTT venu apporter son expertise en matière de banque postale. Cette piste est sérieusement envisagée par les syndicats et par une partie des administrations, ce qui fait, on s'en doute, hurler les banques de la place qui n'envisagent pas de perdre le marché juteux (et honteux) des clientèles défavorisées. Les échanges et le débat ont été particulièrement fructueux avec l'accompagnement de campagnes d'opinion des deux coté de la frontière et la démonstration que des modèles de banque postale fédérale sont parfaitement envisageables.

La conférence a permis d'avancer sur la préparation du FSM de Montréal. Un atelier dédié à ce sujet était présenté par la FTQ et nos camarades de la CSN, qui se chargent de l'organisation côté québécois. Les questions environnementales, après la COP 21, seront au cœur des enjeux de ce forum, ainsi que la privatisation des services (publics) partout dans le monde. Il y aura un pôle syndical spécifique au FSM. Les organisateurs insistent sur le fait que c'est le premier forum de ce type sur le continent nord-américain, et sur le fait que les luttes sont nombreuses, au Québec, au Canada et aux États-Unis. Si la présence des organisations du sud du continent semble relativement assurée, il reste que celles d'Afrique et d'Asie vont rencontrer de nombreux obstacles, financiers et relatifs à l'attribution des visas.

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes était bien représenté et sa structuration s'est consolidée lors de la conférence, mais cela a également permis leur entrée en son sein de nouvelles forces syndicales des Etats-Unis, de Colombie, du Mexique... Nous avons co-organisé avec nos camarades de CSP-Conlutas (Brésil) une réunion d'information sur le réseau à laquelle ont participé une vingtaine d'organisations présentes à Chicago. Plusieurs motions ont été adoptées : en soutien à la grève organisée par le CTU, à la CNTE mexicaine, contre le licenciement d'Erek Slater, syndicaliste des transports de Chicago...

Globalement, on peut considérer que la délégation de Solidaires à la conférence et plus généralement les rencontres durant et après celle-ci, ont permis de nouer de nouveaux contacts syndicaux, ce qui manquait sur le continent nord-américain (mis à part les contacts avec la CSN québécoise, le Syndicat des postiers du Canada et les cheminot-es de RWU aux Etats-Unis) et d'avancer dans la structuration du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

Cela a également permis de connaître les mouvements sociaux au Etats-Unis et plus généralement sur le continent américain et de comparer les attaques menées en Europe à celles que subissent les syndicalistes du continent américain (notamment en ce qui concerne la privatisation de tous les services publics ou sociaux). Plus généralement, on peut constater que l'argument souvent exhibés par les zéloteurs du « modèle américain », à savoir que les lois et protections sociales dans nos pays seraient des barrières à l'emploi, n'en est pas un : au Etats-Unis, le chômage n'a cessé de s'accroître et en matière de contrats de travail, la règle est la plus grande précarité.



Loi Travail : un modèle de casse éprouvé depuis longtemps aux Etats-Unis

Il est très instructif de comprendre que les méthodes employées par le patronat pour casser le mouvement syndical aux Etats-Unis sont en train d'inspirer directement notre gouvernement, notamment en ce qui concerne la loi travail : la « démocratie » dans les entreprises, la réforme des méthodologies de négociation des accords au sein de chaque entreprise, la possibilité pour 30% des salarié-es d'une entreprise de demander un « référendum » pour changer les accords en son sein, sont autant de méthodes inspirées du « modèle » américain, méthodes qui ont fait leur preuve en matière d'atomisation du mouvement syndical dans ce pays depuis plus d'un demi-siècle ! Localiser les accords du travail au sein de chaque entreprise revient à dissoudre la solidarité de classe et à imposer le moins-disant social à tous les travailleurs et travailleuses.